

FRANCE

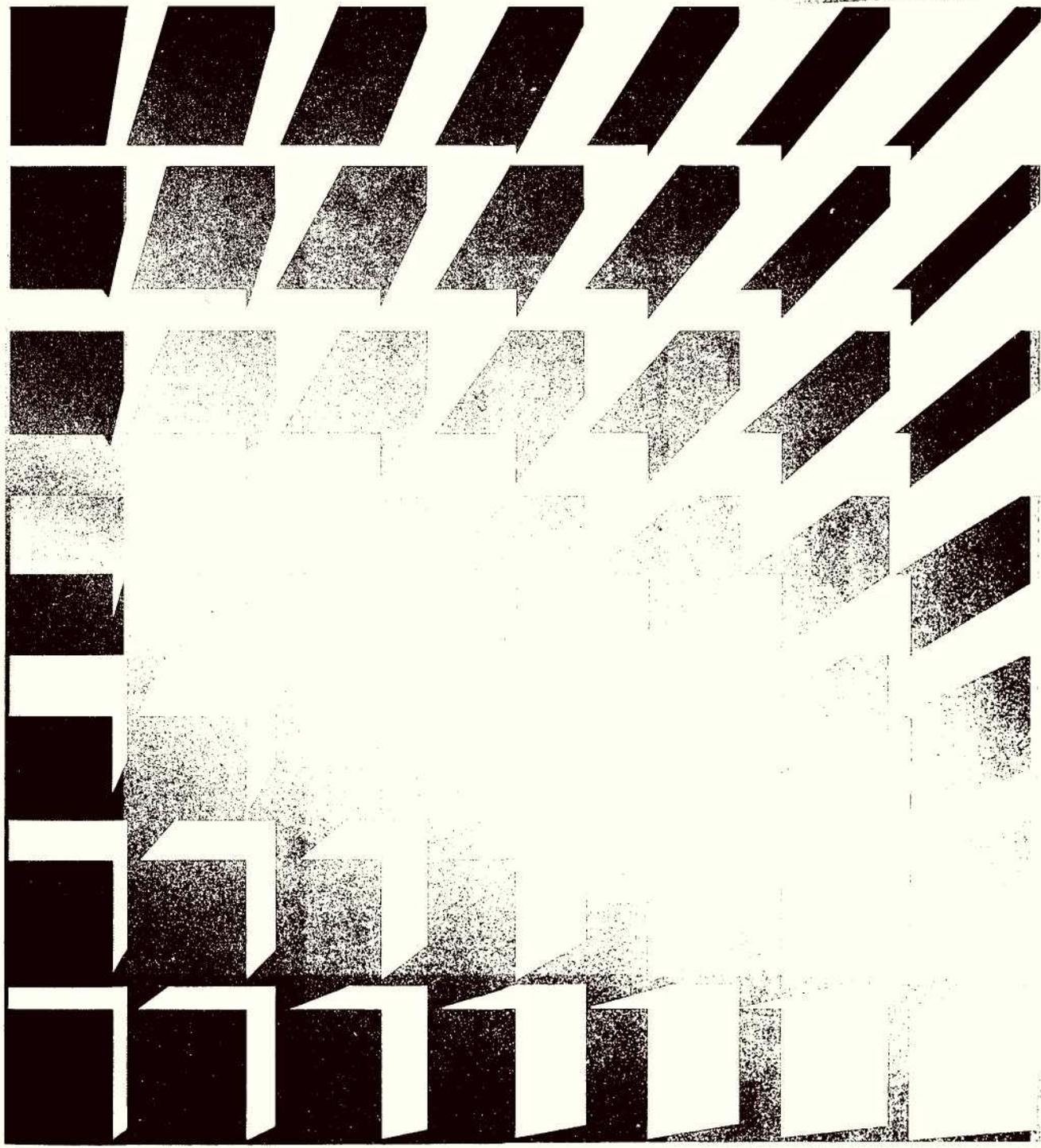
DÉCEMBRE 1985

# NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE

SITUATION  
ET PERSPECTIVES  
DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

2.61A  
2 JAN 1985  
BIBLIOTHÈQUE

SUPPLÉMENT A TENDANCES DE LA CONJONCTURE



institut national de la statistique et des études économiques

---

La revue mensuelle d'information **Économie et statistique** se situe au centre de l'appareil de diffusion de l'INSEE. Sous forme d'études, de dossiers et d'articles accessibles à toute personne s'intéressant à l'économie, elle s'attache à présenter clairement les résultats essentiels obtenus par l'Institut et la statistique française. Elle décrit également l'activité de l'INSEE, fait le point des informations quantitatives et des travaux qui sont ou seront disponibles. *L'édition sur papier de cette revue se double d'une édition sur microfiche.*

---

## **Économie et statistique**

Outil d'information et de réflexion, **Tendances de la conjoncture** est constitué de deux cahiers trimestriels et de plusieurs suppléments. Les **cahiers trimestriels** permettent de remettre à neuf périodiquement le stock des graphiques et des données (cahier 1 : la conjoncture en 600 séries, graphiques sur dix ans ; cahier 2 : le mouvement économique de la France, 600 séries issues des comptes trimestriels, graphiques sur vingt ans). Trois suppléments complètent cet outil ; chaque quinzaine les chiffres indispensables pour les mises à jour des graphiques ; chaque mois un tableau de bord condensé en quelques graphiques essentiels ; chaque trimestre une note de synthèse présente l'étude approfondie de la situation et des perspectives de l'économie française.

---

## **Tendances de la conjoncture**

Quatre fois par an\*, la **Note de conjoncture de l'INSEE** présente l'étude approfondie de la situation et des perspectives de l'économie française.

\* La note de conjoncture fait toujours partie de l'abonnement à **Tendances de la conjoncture**.

---

## **Note de conjoncture de l'INSEE**

Les **Informations rapides** constituent un service complémentaire de **Tendances de la conjoncture** : elles livrent dans les meilleurs délais la mise à jour de l'information conjoncturelle la plus récente. De brèves notes, tableaux de chiffres et communiqués (cent cinquante par an) permettent la mise à jour, entre deux parutions, des cahiers de graphiques trimestriels. Le service diffuse également les comptes rendus détaillés des enquêtes de conjoncture effectuées auprès des industriels, des commerçants et des particuliers (cinquante cahiers par an environ) ainsi que les mises à jour des comptes trimestriels nationaux.

---

## **Informations rapides**

Les **Collections de l'INSEE** publient, à raison de trois ouvrages par mois en moyenne, les résultats détaillés\* des études et des travaux de l'Institut, accompagnés des développements méthodologiques indispensables aux utilisateurs spécialisés. Cette matière est ventilée dans cinq séries distinctes. Série C, **Comptes et planification** : comptabilité nationale, projections, politique économique. Série D, **Démographie et emploi** : structures et évolution de la population totale et de la population active. Série E, **Entreprises** : structures et évolution du système productif industriel, agricole et commercial. Série M, **Ménages** : conditions de vie, consommation et revenus des ménages. Série R, **Régions** : espace économique, aménagement du territoire.

Tous les volumes des Collections de l'INSEE sont disponibles sur microfiche.

\* La série « PREMIERS RÉSULTATS » diffusée gratuitement aux abonnés des « Collections de l'INSEE » permet de disposer rapidement des premiers résultats des enquêtes et travaux réalisés par l'Institut.

---

## **Les collections de l'INSEE**

Le **Bulletin mensuel de statistique** tient à jour cinq mille séries hebdomadaires, mensuelles et trimestrielles concernant l'ensemble de la vie économique et sociale et la démographie (emploi, industrie, commerce, prix, finances...). Ces statistiques recouvrent la France, les pays africains francophones, la Communauté Économique Européenne et divers pays étrangers. *L'édition sur papier de cette revue se double d'une édition sur microfiche.*

---

## **Bulletin mensuel de statistique**

Les **Annales de l'INSEE** publient quatre fois par an les résultats de recherches statistiques et économiques. Elles s'adressent particulièrement aux universitaires et chercheurs qui s'intéressent à la statistique mathématique, à la technique des sondages, à l'économétrie, à la théorie économique quantitative et à la programmation. Elles se proposent de servir au dialogue scientifique entre les cadres de l'INSEE et les spécialistes français ou étrangers des mêmes disciplines. *L'édition sur papier de cette revue se double d'une édition sur microfiche.*

---

## **Annales de l'INSEE**

Sous un titre propre à chaque région, les directions régionales de l'INSEE publient, mensuellement ou trimestriellement, des cahiers sur les caractéristiques économiques, démographiques et sociales de la région et les résultats chiffrés disponibles dans les Observatoires économiques.

---

## **Publications régionales de l'INSEE**

**Ventes et abonnement : voir en fin de ce volume.**

# DE CONJONCTURE DE L'INSEE

Supplément à Tendances de la Conjoncture

République Française / Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget / Institut National de la Statistique et des Études Économiques / Directeur général: M. Edmond MALINVAUD / Direction générale: 18, bd Adolphe-Pinard, 75675 Paris Cedex 14 / Directions régionales: Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Orléans, Paris, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse. Services régionaux: Ajaccio, Amiens, Besançon, Caen.

**SOMMAIRE**

**DECEMBRE 1985**

## SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Note de synthèse (rédaction achevée le 10 décembre 1985)

	Pages
<b>VUE D'ENSEMBLE</b> .....	3
<b>I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL</b> .....	7
1. Les problèmes actuels de l'économie mondiale	
2. La situation conjoncturelle de nos principaux partenaires commerciaux	
3. La demande mondiale et les taux de change	
<b>II. LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE ET MONÉTAIRE</b> .....	15
1. Les allègements fiscaux et leurs effets macroéconomiques	
2. Les recettes fiscales et l'effort de limitation des dépenses budgétaires	
3. La politique des taux d'intérêt	
4. La politique monétaire	
Encadré : Le dispositif d'encadrement du crédit et les agrégats monétaires en 1986	
<b>III. LES SALAIRES ET LES PRIX</b> .....	25
1. Le taux de salaire	
2. Les coûts importés	
3. Les coûts et les prix	
4. Les prix de détail	
<b>IV. LES REVENUS ET LA DEMANDE INTÉRIEURE</b> .....	33
1. Les revenus des ménages	
2. La consommation et l'épargne	
3. Les résultats et l'investissement des entreprises	
<b>V. LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS</b> .....	43
1. L'agroalimentaire	
2. L'énergie	
3. Les échanges de produits manufacturés	
4. Le solde des échanges de marchandises et des transactions courantes	
<b>VI. LA PRODUCTION ET LE MARCHÉ DU TRAVAIL</b> .....	53
1. La production et les stocks dans l'industrie manufacturière	
2. Le BTP	
3. Le marché du travail	

### PROCHAINES PARUTIONS DES CAHIERS DE GRAPHIQUES

- Le N° 19 du cahier 1 (bleu) paraît le 23 décembre 1985
- Le N° 17 du cahier 2 (vert) paraîtra le 6 février 1986

## Avertissement

Cette note analyse la situation de l'économie française à la fin de l'année 1985 et les tendances qui se dessinent pour le premier semestre 1986. Elle comporte un chiffrage prévisionnel fondé essentiellement sur les Comptes Nationaux trimestriels ; le troisième trimestre 1985 est encore provisoire et ne concerne que les biens et services en volume (voir Informations rapides n° 225 - 18 novembre 1985). Tous les chiffres relatifs au quatrième trimestre 1985, et donc à l'ensemble de l'année 1985, ainsi qu'au premier semestre 1986 ont un caractère prévisionnel. Ce n'est pas le cas pour les taux de change : par convention, on admet que les parités des monnaies restent fixées aux niveaux atteints à la mi-novembre. Enfin, les hypothèses de politique économique retenues sont celles de la loi de finances pour 1986.

## Conventions

Tous les chiffres prévisionnels figurant dans les tableaux apparaissent sur un fond grisé.

MA : moyenne annuelle

GA : glissement annuel en termes trimestriels

GAm : glissement annuel décembre/décembre

Source : INSEE, sauf mention contraire.

---

Le service de la conjoncture de l'I.N.S.E.E. souhaite la meilleure utilisation et la plus large diffusion de ses publications. Toute reproduction est donc autorisée. Cependant, dans l'intérêt même des lecteurs, citations ou références doivent être suffisamment explicites pour éviter des confusions sur les hypothèses et raisonnements qui fondent l'analyse économique.

La seconde partie de l'année 1985 connaît un ralentissement prononcé des prix (1,3 % en glissement de juillet à décembre) qui confirme le mouvement de désinflation observé en France depuis trois ans. Sur l'ensemble de l'année la hausse de l'indice des prix de détail ne devrait pas dépasser 4,7 %.

C'est là un fait majeur qu'il convient d'expliquer afin de comprendre ses implications sur l'évolution actuelle de l'économie française. Le ralentissement et, depuis le printemps, la baisse du coût en francs de l'énergie importée jouent un rôle essentiel dans la décélération des prix, en contribuant vraisemblablement pour plus de la moitié à la réduction d'environ deux points que connaît la hausse des prix entre 1984 et 1985.

Cette cause se retrouve, dans la plupart des pays industrialisés, avec les mêmes effets, à côté d'autres facteurs presque partout à l'œuvre depuis plusieurs années : ampleur du chômage, excès des capacités de production au regard d'une croissance modérée, rigueur des politiques économiques, fléchissement des cours des matières premières.

Mais d'autres facteurs, propres à la France, expliquent que la différence d'inflation avec nos principaux partenaires continue à se réduire : la politique des prix et des salaires reste active ; le franc demeure fort au sein du SME, ce qui permet de bénéficier pleinement de la désinflation importée ; enfin, les agents intérieurs, ménages en particulier, paraissent s'être convaincus de la réalité d'une désinflation qui a commencé un peu plus tard que chez nos partenaires.

Pour le premier semestre 1986, nous retenons l'hypothèse conventionnelle que les parités des monnaies restent fixées au niveau atteint à la mi-novembre (1 dollar = 8 Francs) ; le prix du baril de pétrole brut, au cours «spot» à Rotterdam, passerait à 26\$ au printemps 1986 après une remontée passagère cet automne pour des raisons principalement saisonnières. De même on retient

pour l'année 1986 les mesures de politiques économiques arrêtées en 1985, notamment dans la loi de finances initiale pour 1986, mesures qui pour l'essentiel ne marquent pas de rupture par rapport à l'année écoulée.

Sous ces hypothèses, le processus de désinflation se poursuivrait au cours du premier semestre. Cependant, par suite de la concentration habituelle des hausses sur les six premiers mois de l'année, le glissement de l'indice des prix de détail sur cette période serait d'environ 2 %.

\*

Les mouvements de prix externes accroissent le pouvoir d'achat des revenus intérieurs. Surtout grâce à la baisse du prix de l'énergie en francs, les termes de l'échange français (rapport de l'indice de prix des exportations à l'indice de prix des importations) augmenteraient à partir du printemps 1985 à un rythme annuel de plus de 4 %, ce qui, appliqué à un montant d'échanges commerciaux de l'ordre de 1.100 milliards, entraîne un gain de revenu égal à 1 % de PIB par an.

Le partage de ce gain entre les agents intérieurs est fortement modulé par la politique économique.

S'ajoutant aux effets du net ralentissement des salaires et de l'allègement de la taxe professionnelle, la baisse des coûts importés bénéficie avant tout aux entreprises : comme elles semblent ne répercuter qu'avec retard le ralentissement de leurs coûts unitaires dans celui de leur prix de production, elles continuent à améliorer leurs résultats malgré la limitation progressive des marges à l'exportation qu'impose une concurrence étrangère accrue. Ainsi, le taux d'épargne (épargne/valeur ajoutée) des sociétés (y compris GEN) dépasserait 14 % au premier semestre 1986, soit un niveau supérieur à celui atteint en 1979. Cette amélioration des résultats profiterait à l'ensemble des entreprises (à l'exclusion des entreprises agricoles).

La faible croissance du pouvoir d'achat du salaire moyen montre que les ménages bénéficient peu de la désinflation directement. Mais le pouvoir d'achat du revenu s'améliore à partir du second semestre 1985 en raison des mesures d'allègement de la fiscalité prises pour 1985 et pour 1986 : avant impôts, le pouvoir d'achat des revenus des ménages croîtrait de 1,6 % entre la mi-1985 et la mi-1986 ; après impôts, de 3,3 %.

Pour autant, cette politique d'allègement fiscal ne se traduit pas par une aggravation du déficit budgétaire des administrations publiques : l'effort de compression budgétaire est poursuivi ; de façon plus mécanique, le volume des recettes fiscales s'accroît sous l'effet des rentrées de TVA liées à la croissance de la consommation et du fait de la désinflation, les bases d'imposition reflétant les évolutions plus fortes des prix des années antérieures.

\*

L'activité intérieure bénéficie des évolutions favorables des revenus des entreprises et des ménages, qui stimulent la consommation et l'investissement.

La consommation des ménages, répartie plus tôt que prévu en début d'année 1985, sans doute en raison du froid et des anticipations d'allègements fiscaux, reste bien orientée et croîtrait de plus de 2 % entre la mi-1985 et la mi-1986. La progression est encore plus marquée pour les produits manufacturés (et notamment les biens durables, dont l'automobile) pour lesquels s'interrompt une baisse de plus de deux ans. Cette reprise de la consommation n'est plus désormais tributaire d'une baisse du taux d'épargne des ménages : après avoir remonté fortement au second semestre à la faveur des allègements fiscaux, celui-ci se replierait à un niveau voisin de 13 %, un point plus haut qu'au premier semestre 1985.

L'amélioration de la situation financière perçue par les ménages provoque une stabilisation progressive de l'investissement en logement.

L'investissement productif des entreprises enregistre une reprise en 1985. Déjà largement amorcée en 1984 pour les entreprises industrielles du secteur concurrentiel dont la croissance des investissements se poursuit en 1985 et devrait se prolonger à un rythme plus faible d'ici la mi-1986, cette reprise se diffuse désormais à l'ensemble des secteurs, à l'exception des GEN et de l'agriculture.

Au total, entre le début 1985 et la mi-1986, la

demande interne hors stocks croîtrait à un rythme annuel de 2,5 %, et pour les seuls produits manufacturés de 3 %.

La reprise de la demande intérieure se transmet évidemment à la production, mais en partie seulement. L'activité du premier trimestre 1985 s'est ressentie des conditions climatiques et des erreurs d'appréciation commises sur la demande, fortement surestimée fin 1984, et sous-estimée début 1985. Aussi la production manufacturière rattrape au second trimestre le défaut de production du premier et ne se remet à croître au rythme de la demande intérieure qu'à partir du second semestre. Ce rythme d'environ 3 % l'an devrait se maintenir jusqu'à la mi-1986.

Les à-coups de la production se retrouvent dans l'évolution de la formation des stocks : fort ralentissement au premier trimestre, forte croissance au troisième en liaison avec des achats importants de matières premières. Le rythme atteint en fin d'année 1985 paraît désormais adapté à la demande intérieure.

Les fluctuations de la production et des stocks de produits manufacturés se répercutent dans l'évolution des importations en volume : celles-ci bondissent au troisième trimestre, plus particulièrement pour les biens intermédiaires, du fait que les entreprises décident alors d'ajuster leur production et leurs stocks à une demande désormais jugée durablement croissante ; cette adaptation effectuée, les importations devraient se replier au quatrième trimestre et retrouver au premier semestre 1986 un rythme de croissance d'environ 1 % par trimestre. Au-delà d'un ralentissement lié à l'évolution passée des prises de grands contrats (militaires notamment), l'évolution des exportations en volume de produits manufacturés, moins forte que celle de la demande mondiale adressée à la France, semble traduire des pertes de compétitivité modérées, mais régulières.

Compte tenu d'une évolution des termes de l'échange industriel légèrement favorable, le solde des produits manufacturés en valeur, après un troisième trimestre médiocre, retrouve désormais le niveau auquel il plafonne depuis près de deux ans. Grâce à la bonne tenue des échanges agro-alimentaires et à l'allègement sensible de la facture énergétique, le solde commercial FAB-FAB s'approcherait de l'équilibre en fin d'année : le déficit commercial serait ainsi de 22 milliards de francs pour 1985. L'évolution favorable des invisibles permettrait à la balance des transactions courantes

d'être équilibrée. Au premier semestre 1986, et avec les hypothèses faites ici sur le dollar et le pétrole, le solde commercial serait faiblement positif, et la balance des transactions courantes excédentaire.

Au total, pour l'ensemble de l'année 1985, le PIB marchand croîtrait de 1,2 %. Depuis la mi-1985, il resterait sur une tendance d'environ 2 % l'an. Cette progression limite la dégradation de l'emploi : dans le secteur marchand non agricole, les pertes d'emplois salariés seraient de 95.000 en 1985, après avoir été de 250.000 en 1984, grâce

en particulier à la meilleure tenue de l'activité du BTP et des commerces. Le développement des mesures spécifiques pour les jeunes suffit alors à stabiliser le chômage global.

Avec le retour à l'équilibre des transactions courantes que permet la baisse des prix du pétrole et celle du dollar, l'économie française retrouve une marge de manœuvre qu'elle n'avait plus connue depuis plusieurs années. Celle-ci reste cependant limitée : l'amélioration du solde global ne doit pas masquer les difficultés que connaissent nos échanges industriels.

**Équilibre des biens et services marchands  
(volumes aux prix de l'année 1970)**

Taux de croissance %

	1984			1985					1986	
	84.3	84.4	MA	85.1	85.2	85.3	85.4	MA	86.1	86.2
PIB marchand .....	1,0	0,0	1,9	-0,4	0,9	0,5	0,6	1,2	0,5	0,6
Importations .....	0,6	1,9	2,3	0,5	-0,0	5,6	-1,9	4,6	0,2	0,8
Total des ressources .....	0,9	0,5	2,0	-0,2	0,7	1,6	0,1	1,9	0,4	0,6
Consommation des ménages .	0,0	0,0	0,7	1,4	0,2	0,2	0,8	1,8	0,5	0,6
Consommation nette des administrations .....	2,6	-1,0	2,9	0,9	-1,5	1,8	0,5	1,1	0,7	0,8
F.B.C.F. totale .....	-1,1	0,2	-2,1	-0,1	0,7	2,5	-0,4	0,9	0,3	0,4
dont : - S.G.S et E.I...	-1,6	-0,1	-1,6	1,7	-0,1	3,7	-0,5	2,3	0,5	0,5
- Ménages .....	-2,1	-0,3	-6,1	-1,7	-0,4	-1,0	-1,6	-4,6	0,2	-0,2
Exportations .....	2,8	1,5	6,8	-0,5	1,4	-0,6	2,3	3,0	0,2	0,9
Emplois hors stocks .....	0,5	0,3	1,6	0,7	0,5	0,5	0,9	1,9	0,4	0,7
Variations de stocks <sup>1/</sup> .....	4,0	4,4	12,4	1,6	2,3	6,3	3,4	13,5	3,5	3,4

1/ en milliards de francs 1970.

Le tableau Équilibre résumé ressources-emplois des produits manufacturés est au dos de la page

**Produits manufacturés : Équilibre résumé ressources-emplois**  
**(volumes aux prix de l'année 1970)**

Taux de croissance %

	1984	1985				1986			
	MA	1	2	3	4	MA	GA	1	2
Production effective .....	1,7	-1,3	1,7	0,7	0,8	0,9	1,9	0,5	0,8
Importations .....	3,0	0,2	-0,1	7,2	-4,0	5,4	3,1	1,0	0,9
Total ressources .....	1,6	-0,5	1,1	2,3	-0,4	2,1	2,5	0,6	0,8
Consommation intermédiaire .....	0,9	-1,3	1,6	0,5	0,8	0,6	1,5	0,5	0,7
Consommation des ménages .....	-2,1	1,6	1,0	0,4	1,3	1,6	4,3	0,7	0,9
F.B.C.F. totale .....	1,5	3,2	-0,8	4,4	-0,6	4,7	6,2	0,5	0,5
dont : . SQS-EI .....	0,9	3,3	-0,8	4,5	-1,0	4,3	6,1	0,5	0,5
Exportations .....	7,6	0,3	-0,1	1,3	1,0	2,5	2,5	0,8	0,7
Emplois hors stocks .....	1,7	0,4	0,7	1,2	0,8	1,9	3,1	0,6	0,7
Variations de stocks (MF 1970) .....	7,0	1,1	2,1	4,6	2,0	9,7		2,0	2,3